

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 02/12/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2024

Partie nominative

CA LANNION-TREGOR COMMUNAUTE

1 rue Gaspard Monge
CS 10761
22300 Lannion

Affaire suivie par : Catherine JAMET
Téléphone : [0296013710](tel:0296013710)
Courriel : catherine.jamet@cotes-darmor.gouv.fr
Références : CJ-CS-2024-10-26

Code AIOT : 0100032219

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 26/11/2024 de l'établissement CA LANNION-TREGOR COMMUNAUTE implanté 37 BD COZ PORS 22730 TREGASTEL. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

- Catherine JAMET, Elevages, Elevage, inspectrice de l'environnement
- Cécile SABBADIN, Elevages, Elevage, inspecteur/trice de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

Mme CANDELA Agathe, directrice de l'aquarium
Monsieur PASCAL Stéphane, capacitaire de l'établissement
Monsieur MORICE Christophe, responsable de la maintenance technique de l'aquarium

Le courriel d'échange avec l'administration est agathe.candela@lannion-tregor.com.

Rédacteur	Vérificateur	Vérificateur bis	Approbateur

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 26/11/2024 de l'établissement CA LANNION-TREGOR COMMUNAUTE implanté 37 BD COZ PORS 22730 TREGASTEL, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

A la suite de l'examen de la prescription, il est attendu de l'exploitant de réaliser une **action corrective** dans le but d'une mise en conformité. Ainsi, sous un délai fixé dans le (ou les) point(s) de contrôle listé(s) ci-dessous, il est nécessaire de réaliser :

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre de l'action corrective précitée, doivent être transmises sous le même délai.

Dans l'hypothèse où l'action corrective n'a pas été réalisée ou justifiée dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

- **établissements zoologiques à caractère fixe et permanent**, - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004 article : 4
- **établissements zoologiques à caractère fixe et permanent**, - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004 article : 5
- **établissements zoologiques à caractère fixe et permanent**, - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004 article : 1 > 2.
- **établissements zoologiques à caractère fixe et permanent**, - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004 article : 1 > 3.
- **établissements zoologiques à caractère fixe et permanent**, - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004 article : 6
- **établissements zoologiques à caractère fixe et permanent**, - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004 article : 10
- **établissements zoologiques à caractère fixe et permanent**, - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004 article : 12
- **établissements zoologiques à caractère fixe et permanent**, - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004 article : 19
- **établissements zoologiques à caractère fixe et permanent**, - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004 article : 20
- **établissements zoologiques à caractère fixe et permanent**, - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004 article : 24
- **établissements zoologiques à caractère fixe et permanent**, - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004 article : 28
- **établissements zoologiques à caractère fixe et permanent**, - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004 article : 30
- **établissements zoologiques à caractère fixe et permanent**, - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004 article : 43

- **établissements zoologiques à caractère fixe et permanent**, - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004 article : 51
- **établissements zoologiques à caractère fixe et permanent**, - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004 article : 54
- **établissements zoologiques à caractère fixe et permanent**, - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004 article : 55
- **établissements zoologiques à caractère fixe et permanent**, - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004 article : 57
- **établissements zoologiques à caractère fixe et permanent**, - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004 article : 58
- **établissements zoologiques à caractère fixe et permanent**, - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004 article : 59

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 02/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CA LANNION-TREGOR COMMUNAUTE

1 rue Gaspard Monge
CS 10761
22300 Lannion

Références : CJ-CS-2024-10-26
Code AIOT : 0100032219

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement CA LANNION-TREGOR COMMUNAUTE implanté 37 BD COZ PORS 22730 TREGASTEL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée suite à la demande de mise en place d'actions correctives en date du 30 juillet 2024

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CA LANNION-TREGOR COMMUNAUTE
- 37 BD COZ PORS 22730 TREGASTEL
- Code AIOT : 0100032219
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'Aquarium marin de Trégastel propose un parcours de visite centré sur la découverte des espèces présentes en bassins, bassins construits sous les chaos granitiques. L'ensemble des installations et les conditions de fonctionnement font l'objet de l'inspection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
3	établissements zoologiques à caractère fixe	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 5	Demande d'action corrective	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	et permanent,			
4	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 2.	Demande d'action corrective	4 mois
5	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 3.	Demande d'action corrective	12 mois
7	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 6	Demande d'action corrective	4 mois
9	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 10	Demande d'action corrective	15 mois
10	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 12	Demande d'action corrective	14 mois
11	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 19	Demande d'action corrective	4 mois
12	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 20	Demande d'action corrective	2 mois
14	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 24	Demande d'action corrective	4 mois
15	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 28	Demande d'action corrective	6 mois
16	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 30	Demande d'action corrective	4 mois
18	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 43	Demande d'action corrective	4 mois
21	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 51	Demande d'action corrective	1 mois
23	établissements	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	zoologiques à caractère fixe et permanent,	25/03/2004, article 54		
24	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 55	Demande d'action corrective	1 mois
25	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 57	Demande d'action corrective	1 mois
26	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 58	Demande d'action corrective	1 mois
27	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 59	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 3	Sans objet
6	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 4.	Sans objet
8	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 7	Sans objet
13	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 21	Sans objet
17	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 36	Sans objet
19	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 45	Sans objet
20	établissements zoologiques à	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 47	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	caractère fixe et permanent,		
22	établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 52	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le titulaire du certificat de capacité doit assurer les missions conformément au code de l'environnement (pédagogie, conservation , mise en place de différents protocoles).

Les électrovannes des échangeurs thermiques sont rouillées . Le plan de secours n'est pas établi sur la base de scenarii.

Certains bacs en réserve ne sont pas alimentés par un système de refroidissement

Il a été constaté un retour à la conformité pour une partie des items. Les délais fixés pour la régularisation des points demeurés non conformes ont fait l'objet d'un échange lors de la visite et ont été co-validés par l'inspection et la directrice de l'établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 3
Thème(s) : Élevage, De l'organisation générale des établissements.
Prescription contrôlée : L'effectif du personnel des établissements est en permanence suffisant pour permettre la mise en oeuvre des dispositions du présent arrêté.Le personnel doit disposer d'une formation ou d'une expérience suffisantes à la mise en oeuvre des tâches qui lui sont confiées.Les missions, le niveau de responsabilité de chacun des personnels impliqués dans la mise en oeuvre du présent arrêté ainsi que leurs relations fonctionnelles et hiérarchiques respectives sont précisément définis par les responsables des établissements.Les établissements s'attachent les services de toutes personnes ou organisations extérieures dont le concours est nécessaire au respect en permanence des dispositions fixées par le présent arrêté.
Constats : CONFORME Un nouvel agent à été recruté et des formations d'actualisations ont été proposées aux agents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4
Thème(s) : Élevage, De l'organisation générale des établissements.
Prescription contrôlée : Sans préjudice des responsabilités exercées par les autres personnels, les titulaires du certificat de capacité prévu à l'article L. 413-2 du code de l'environnement exercent une surveillance permanente de l'établissement dans lequel ils sont affectés aux fins de mettre en oeuvre et contrôler les dispositions prises en application de l'article L. 413-3 du code de l'environnement.Cette surveillance requiert l'occupation du poste à temps complet au sein de l'établissement, les absences des titulaires de certificat de capacité devant être limitées aux périodes légales de repos et de congé, aux périodes nécessaires à leur formation ainsi qu'aux déplacements à caractère professionnel.Les titulaires du certificat de capacité doivent posséder un pouvoir de décision et un degré d'autonomie suffisants pour leur permettre d'assurer leurs missions.
Constats : NON CONFORME

Le capacitaire doit effectuer les missions en conformité avec sa fiche de poste . Un échéancier doit être présenté dans un délai de un mois. Cet échéancier doit formaliser les actions et missions du capacitaire en précisant, pour les points non conformes relevés dans le présent rapport, le délai de mise en conformité. Dans ce cadre, il a été convenu de répartir les actions entre novembre 2024 et juin 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un échéancier doit être présenté dans un délai de un mois .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 5
Thème(s) : Élevage, De l'organisation générale des établissements.
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore et fait respecter un règlement intérieur et un règlement de service. L'ensemble des programmes, des procédures et documents écrits, prévus par le présent arrêté, sont tenus à jour et mis à la disposition des agents de l'administration en charge de leur contrôle.
Constats : NON CONFORME Les protocoles mentionnés dans le règlement de service ne sont pas présents : inspection visuelle nourrissage. Ces protocoles doivent être affichés de manière visible dans les locaux de préparation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les protocoles doivent être affichés de manière visible dans les locaux de préparation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 2.
Thème(s) : Élevage, Règlement de service
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions réglementaires en vigueur en matière d'accident du travail, d'hygiène et de sécurité du personnel, le règlement de service fixe :- les conditions de travail, notamment pour les manœuvres dangereuses ;- les conditions de circulation du personnel à l'intérieur de l'établissement, dans les couloirs de service et dans les lieux où sont hébergés les animaux ;- les consignes à appliquer pour assurer la sécurité du public ;- les règles d'hygiène que doit respecter le personnel ;- les règles propres à assurer le bien-être des animaux. Le règlement de service est remis à chacun des personnels concernés et est affiché dans les locaux réservés au personnel.
Constats : NON CONFORME Absence de protocoles pour manœuvres dangereuses et condition de circulation du personnel à l'intérieur de l'établissement .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en place les protocoles pour manœuvres dangereuses et condition de circulation du personnel à l'intérieur de l'établissement .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 3.
Thème(s) : Élevage, Plan de secours
Prescription contrôlée : Le plan de secours comporte l'indication des risques pour lesquels il est établi. Il est élaboré sur la base de scénarii. Le plan de secours fixe de façon précise, pour chaque scénario répertorié :- les moyens et les procédures à mettre en œuvre ainsi que les missions et responsabilités des personnes travaillant dans l'établissement ;- les consignes à suivre pour les personnels qui seraient impliqués dans ces situations ou qui auraient à les subir ;- les issues devant être empruntées pour quitter l'établissement ;- les conditions d'alerte des services médicaux ou de secours ou de toute autre personne extérieure dont le concours est nécessaire. Ces services ou personnes doivent être au préalable informés des conditions dans lesquelles ils auront à intervenir. Ils doivent être notamment informés des types de blessures pouvant survenir, des espèces animales impliquées et des circonstances possibles de leur apparition. Le plan de secours doit être porté à la connaissance du personnel de l'établissement. Il est communiqué au maire et au préfet.
Constats : NON CONFORME Analyse de risques non réalisée et absence de scénarii
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Réaliser le plan de secours sur la base de scénarii et sur une analyse des risques
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 6 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 4.
Thème(s) : Élevage, Dossier sanitaire
Prescription contrôlée : Le dossier sanitaire contient les informations suivantes :- les noms et coordonnées du vétérinaire sanitaire attaché à l'établissement ainsi que le compte rendu de ses visites ;- les cas de maladie apparus dans l'établissement et les constatations faites, y compris pendant la quarantaine, l'isolement ou l'acclimatation des animaux et les traitements administrés ;- les résultats des examens sanguins ou de toute autre procédure diagnostique conduite dans l'établissement ;- les programmes de surveillance et de prévention des maladies et leurs résultats ;- les résultats des examens post mortem de tous les animaux morts dans l'établissement, y compris les animaux mort-nés ;- en ce qui concerne les animaux arrivés dans l'établissement ou ceux l'ayant quitté, les données relatives à leur transport et à leur état de santé au moment de leur arrivée ou de leur départ. Le dossier contient les ordonnances prescrites par les vétérinaires pour l'utilisation de médicaments. Il doit être tenu d'une manière claire et ordonnée, permettant d'appréhender rapidement l'historique de l'état de santé de chacun des animaux ou des groupes d'animaux hébergés.
Constats : CONFORME Les autopsies sont réalisées sur des animaux dont l'origine de la mort est non connue
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les autopsies sont réalisées sur des animaux dont l'origine de la mort est non connue
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 6
Thème(s) : Élevage, De la prévention des accidents.
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation de l'établissement pour prévenir et réduire les risques d'accidents.

Constats : NON CONFORME
Lors de l'inspection, la personne chargée de la maintenance qui accompagnait les inspectrices , la directrice et le capacitaire a affirmé que la rouille sur l'échangeur thermique du circuit I6 n'avait pas d'incidence sur le bon fonctionnement de l'échangeur et pas d'incidence sur les supports . -Un nettoyage de la rouille doit être réalisé par l'équipe de maintenance dans un délai de deux mois afin de vérifier le bon état de l'installation . -La vanne de régulation doit être changée avant le mois d'avril 2025 -Absence de ventilation dans le local machine : la ventilation dans le local machine sera réalisée pour le 15 décembre 2024. -Le bac tampon extérieur à été sécurisé -La vanne du filtre à sable est en cours de changement ainsi que le nettoyage du filtre à sable . -les deux vannes de régulations dans le local de traitement doivent être changées pour avril 2025
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-Un nettoyage de la rouille doit être réalisé par l'équipe de maintenance dans un délai de deux mois . -La vanne de régulation doit être changée avant le mois d'avril 2025 - la ventilation dans le local machine sera réalisée pour le 15 décembre 2024. -les deux vannes de régulations dans le local de traitement doivent être changées pour avril 2025
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 7
Thème(s) : Élevage, De la prévention des accidents.
Prescription contrôlée : Ils doivent disposer d'un local installé en poste de secours équipé de façon à pouvoir dispenser les premiers soins.Un réseau de communication intérieur est mis en place et relié en permanence au personnel chargé de la sécurité.
Constats : CONFORME Le local de secours a été mis en place
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 10
Thème(s) : Élevage, Des conduites d'élevage des animaux.
Prescription contrôlée : Les animaux doivent être entretenus dans des conditions d'élevage de haut niveau qui visent à satisfaire les besoins biologiques et de conservation, la santé et une large expression des comportements naturels des différentes espèces en prévoyant, notamment, des aménagements et des équipements des enclos adaptés à la biologie de chaque espèce.
Constats : NON CONFORME Absence de système de refroidissement pour tous les bacs du local réserve
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en place un système de refroidissement pour tous les bacs du local réserve
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 mois

N° 10 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 12
Thème(s) : Élevage, Des conduites d'élevage des animaux.

Prescription contrôlée : Le bien-être des animaux et la prévention des anomalies comportementales sont notamment assurés par une amélioration pertinente des conditions d'élevage, adaptée aux besoins biologiques de chaque espèce. Cette amélioration doit notamment porter, selon les espèces, sur :- les installations ou l'espace offert aux animaux et leurs aménagements ;- les protocoles d'élevage et les rythmes des activités portant sur l'entretien des animaux ;- la composition des troupeaux et la cohabitation interspécifique.
Constats : NON CONFORME Absence de protocoles pour certains animaux - Maintien en captivité de la vive (<i>echiichthys vipera</i>) - Petite roussette (<i>scyliorhinus canicula</i>) incubation, dons , incubation
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en place les protocoles pour certains animaux - Maintien en captivité de la vive (<i>echiichthys vipera</i>) - Petite roussette (<i>scyliorhinus canicula</i>) incubation, dons , incubation
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 14 mois

N° 11 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 19
Thème(s) : Élevage, Des conduites d'élevage des animaux.
Prescription contrôlée : Des programmes étendus de nutrition pour chaque espèce ou groupe d'espèces sont mis en œuvre dans le but de fournir une alimentation suffisamment abondante, saine, équilibrée et de qualité répondant aux besoins de chaque espèce.
Constats : NON CONFORME Non conforme pour la signalétique - Absence de mise en place de plan de rationnement des animaux qui doit être à jour et visible par le personnel chargé des animaux - Absence dans le local réserve d'un tableau mentionnant les espèces présentes et leur rationnement
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en place - dans la cuisine, le plan de rationnement des animaux qui doit être à jour et visible par le personnel chargé des animaux - dans le local réserve, un tableau mentionnant les espèces présentes et leur rationnement
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 12 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 20
Thème(s) : Élevage, Des conduites d'élevage des animaux.
Prescription contrôlée : Les établissements disposent de locaux réservés au stockage des aliments et à la préparation de la nourriture. Les déchets issus de la préparation des aliments sont stockés de manière nettement séparée des lieux où sont stockés ou préparés les aliments. Tous ces locaux et enceintes sont maintenus en permanence en bon état de propreté et d'entretien. Les cuisines sont nettoyées au minimum quotidiennement. Les matériels utilisés pour la préparation et la distribution des aliments et de l'eau doivent pouvoir être facilement nettoyés et sont maintenus en bon état de propreté et d'entretien.

Constats : NON CONFORME Le plan de travail à été nettoyé et désencombré. Le tableau au dessus de ce plan de travail n'est pas utilisable en raison de nombreux documents posés dessus . Les sacs poubelles sous le plan de travail doivent être entreposés dans des poubelles étanches . L'ensemble de ce local nourriture doit être rangé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le tableau au dessus du plan de travail doit être nettoyé et rangé les sacs poubelles sous le plan de travail doivent être entreposés dans des poubelles étanches . L'ensemble de ce local nourriture doit être rangé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 21
Thème(s) : Élevage, Des conduites d'élevage des animaux.
Prescription contrôlée : Lors de leur stockage et de leur préparation, les aliments sont protégés de l'humidité, des moisissures et des contaminations indésirables. Ils sont tenus à l'abri des dégradations pouvant être provoquées par les animaux, tels notamment, les insectes, les rongeurs et les oiseaux. La décongélation lente des aliments à l'air libre, à température ambiante supérieure à 4 degrés Celsius et la recongélation de produits décongelés sont interdites. La préparation des repas doit préserver la qualité hygiénique et sanitaire des aliments, en évitant notamment les contaminations croisées de ceux-ci. A cet effet, le personnel chargé de la préparation de l'alimentation observe des règles d'hygiène adaptées.
Constats : CONFORME Le réfrigérateur à été mis en place et la nourriture est décongelée dans le réfrigérateur
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 24
Thème(s) : Élevage, Des conduites d'élevage des animaux.
Prescription contrôlée : Des procédures écrites fixent les conditions d'intervention du personnel participant à l'entretien des animaux d'espèces considérées comme dangereuses.
Constats : NON CONFORME Absence de procédures écrites fixant les conditions d'intervention du personnel participant à l'entretien des animaux d'espèces considérées comme dangereuses
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en place les procédures écrites fixant les conditions d'intervention du personnel participant à l'entretien des animaux d'espèces considérées comme dangereuses
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 15 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 28
Thème(s) : Élevage, Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...
Prescription contrôlée : Les animaux sensibles aux perturbations occasionnées par le public doivent pouvoir s'y soustraire

dans des zones ou des structures adaptées à leur espèce.
Constats : NON CONFORME Une signalétique a été mise en place pour informer le public de ne pas mettre les mains dans le bassin. Malgré cette signalétique , en forte influence , cette consigne n'est pas respectée . Pour le bassin des raies : absence de zones permettant aux animaux de se soustraire aux perturbations du public , le bassin étant visible par le public sur la presque totalité
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Isoler sur une partie le bassin des raies afin de permettre aux animaux de se soustraire aux perturbations du public
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 16 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 30
Thème(s) : Élevage, Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...
Prescription contrôlée : Les installations destinées à maintenir les animaux dans les lieux où ils sont hébergés, sont conçues de manière à préserver l'intégrité des animaux et à prévenir l'apparition d'accidents.
Constats : NON CONFORME Absence de ventilation dans le local machine , la mise en place de cette ventilation sera effectuée en décembre 2024 Électrovannes du circuit de refroidissement (Circuit I6) et électrovannes dans le local de traitement à changer
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mise en place de ventilation dans le local machine en décembre 2024 Électrovannes du circuit de refroidissement (Circuit I6) et électrovannes dans le local de traitement à changer
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 17 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 36
Thème(s) : Élevage, Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...
Prescription contrôlée : Le contact entre le public et les animaux présents dans leur enclos n'est possible qu'après qu'a été examiné et écarté tout risque pour la sécurité et la santé des personnes. A défaut, afin d'empêcher les contacts entre le public et les animaux, un espace de sécurité doit séparer les lieux où le public a accès des enceintes où sont hébergés les animaux, sauf si un dispositif continu de séparation prévient en permanence tout contact entre le public et les animaux. La dimension de cet espace tient compte de la nature des risques à prévenir pour la sécurité et la santé des personnes ainsi que des aptitudes des espèces.
Constats : CONFORME Une signalétique a été mise en place .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il serait judicieux de mettre en place un système empêchant les personnes de se mettre sur les rochers
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 43
Thème(s) : Élevage, De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...
Prescription contrôlée : Sans préjudice de l'application des réglementations sanitaires relatives aux mouvements des animaux, les établissements sont tenus de recueillir toutes les informations permettant de déterminer le statut sanitaire des animaux qu'ils souhaitent héberger ainsi que de connaître, le cas échéant, leurs antécédents médicaux. Les animaux nouvellement introduits dans les établissements font l'objet d'un examen sanitaire et bénéficient d'une période d'acclimatation durant laquelle ils bénéficient d'une surveillance sanitaire particulière. Les animaux dont l'état sanitaire est incertain font l'objet d'une période de quarantaine. Lorsqu'elle est mise en oeuvre, la quarantaine s'effectue selon un protocole précis préalablement consigné par écrit, faisant état des mesures et des précautions nécessaires à l'isolement des animaux ainsi que des modalités de la surveillance de l'état sanitaire des animaux. Un tel protocole doit également s'appliquer à tout animal malade susceptible de disséminer une maladie contagieuse.
Constats : NON CONFORME Absence de protocoles écrits
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en place les protocoles prévus par cet article
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 19 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 45
Thème(s) : Élevage, De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...
Prescription contrôlée : Les causes des maladies apparues dans les établissements doivent être recherchées. Des analyses de laboratoires sont entreprises lorsqu'elles sont nécessaires à porter un diagnostic sur les maladies des animaux hébergés. Dans le but de rechercher les causes de la mort ou de déterminer l'état sanitaire des populations animales hébergées, les animaux morts, y compris les animaux mort-nés et les avortons, font l'objet de la part de personnes compétentes d'autopsies ou, selon les espèces, de tout autre moyen d'analyse approprié.
Constats : CONFORME Autopsies réalisées
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 47
Thème(s) : Élevage, De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...
Prescription contrôlée : Les cadavres d'animaux sont retirés le plus rapidement possible des lieux où sont hébergés les animaux. Ils sont stockés dans des endroits réservés à cet effet, éloignés des lieux d'hébergement des animaux et des autres activités de l'établissement faisant l'objet de précautions hygiéniques. Les cadavres doivent être éliminés dans les conditions fixées par le règlement n° 1774 / 2002 CE du 3 octobre 2002 et les articles L. 226-1 et L. 226-2 du code rural. Les lieux de stockage des cadavres doivent être nettoyés et désinfectés à une fréquence adaptée. Les cadavres d'animaux ne peuvent être manipulés que par des personnes autorisées et munies de protections suffisantes.
Constats : CONFORME les fiches d'identification des cadavres sont notées sur des feuilles
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les feuilles d'identification des cadavres doivent être conservées

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 21 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 51

Thème(s) : Élevage, De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...
--

Prescription contrôlée :

Les personnels sont tenus de respecter les règles d'hygiène propres à prévenir l'introduction par leur fait de maladies au sein de l'établissement. Pendant leur travail, les personnels en charge de l'entretien des animaux et de la préparation de l'alimentation portent des vêtements ainsi que des chaussures utilisés seulement à l'intérieur de l'établissement. Des vestiaires permettent au personnel de se changer, de se laver les mains et, le cas échéant, en fonction des risques d'introduction de maladies au sein de l'établissement, de prendre une douche.
--

Constats : NON CONFORME

Les vestiaires ne sont pas utilisables en raison d'une porte qui ne se ferme pas
--

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 1 mois

N° 22 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 52

Thème(s) : Élevage, De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...
--

Prescription contrôlée :

Les morsures, griffures ou autres blessures infligées aux personnes doivent immédiatement être signalées aux services médicaux compétents. L'ensemble de ces informations sont consignées dans un registre.

Constats : CONFORME

Registre mis en place

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 23 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 54

Thème(s) : Élevage, De la participation aux actions de conservation des espèces animales.
--

Prescription contrôlée :

Aux fins d'assurer le maintien de la qualité génétique des populations hébergées, les établissements participent aux échanges d'animaux qui favorisent la gestion et la conservation des populations animales captives. Ils contribuent à cette fin aux activités des programmes nationaux, européens ou internationaux d'élevage lorsqu'ils détiennent des animaux des espèces concernées par ces programmes.
--

Constats : NON CONFORME

Cette action doit être formalisée dans l'échéancier

Un échéancier doit être présenté dans un délai de un mois .Cet échéancier doit formaliser les actions et missions du capacitaire en précisant, pour les points non conformes relevés dans le présent rapport, le délai de mise en conformité. Dans ce cadre, il a été convenu de répartir les actions entre novembre 2024 et juin 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

Un échéancier doit être présenté dans un délai de un mois

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 1 mois

N° 24 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 55
Thème(s) : Élevage, De la participation aux actions de conservation des espèces animales.
Prescription contrôlée : Les établissements contribuent auprès des éleveurs d'animaux d'espèces non domestiques ou auprès des organisations intéressées à la conservation de la diversité biologique, à la diffusion des informations qu'ils détiennent en ce qui concerne l'amélioration des techniques d'élevage des animaux sauvages en captivité, des connaissances de leur biologie ou des connaissances utiles à la conservation de la diversité biologique.
Constats : NON CONFORME Cette action doit être formalisée dans l'échéancier Un échéancier doit être présenté dans un délai de un mois .Cet échéancier doit formaliser les actions et missions du capacitaire en précisant, pour les points non conformes relevés dans le présent rapport, le délai de mise en conformité. Dans ce cadre, il a été convenu de répartir les actions entre novembre 2024 et juin 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un échéancier doit être présenté dans un délai de un mois
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 25 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 57
Thème(s) : Élevage, De l'information du public sur la biodiversité.
Prescription contrôlée : Les établissements doivent promouvoir l'éducation et la sensibilisation du public en ce qui concerne la nature, la biologie des espèces et la conservation de la diversité biologique, notamment en fournissant des renseignements sur les espèces exposées et leurs habitats naturels. Les moyens mis en oeuvre par les établissements aux fins du présent chapitre sont proportionnés à leur taille et à leur volume d'activité.
Constats : NON CONFORME Cette action doit être formalisée dans l'échéancier Un échéancier doit être présenté dans un délai de un mois .Cet échéancier doit formaliser les actions et missions du capacitaire en précisant, pour les points non conformes relevés dans le présent rapport, le délai de mise en conformité. Dans ce cadre, il a été convenu de répartir les actions entre novembre 2024 et juin 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un échéancier doit être présenté dans un délai de un mois
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 26 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 58
Thème(s) : Élevage, De l'information du public sur la biodiversité.
Prescription contrôlée : Les établissements fournissent au minimum les informations suivantes au sujet des espèces présentées :- nom scientifique ;- nom vernaculaire ;- éléments permettant d'appréhender la position de l'espèce dans la classification zoologique ;- répartition géographique ;- éléments remarquables de la biologie et écologie de l'espèce dans son milieu naturel ;ainsi que, le cas échéant :- statut de protection de l'espèce ;- menaces pesant sur la conservation de l'espèce ;-

actions entreprises en vue de la conservation de l'espèce. Dans le cas des présentations de nombreuses espèces illustrant un même biotope ou dédiées au développement d'un thème biologique spécifique, la totalité des informations peut n'être fournie que pour les espèces les plus représentatives, les informations concernant les autres espèces pouvant être limitées aux noms scientifiques et vernaculaires.
Constats : NON CONFORME Cette action doit être formalisée dans l'échéancier Un échéancier doit être présenté dans un délai de un mois .Cet échéancier doit formaliser les actions et missions du capacitaire en précisant, pour les points non conformes relevés dans le présent rapport, le délai de mise en conformité. Dans ce cadre, il a été convenu de répartir les actions entre novembre 2024 et juin 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un échéancier doit être présenté dans un délai de un mois
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 27 : établissements zoologiques à caractère fixe et permanent,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 59
Thème(s) : Élevage, De l'information du public sur la biodiversité.
Prescription contrôlée : Les établissements fournissent au public des informations sur des thèmes généraux à caractère biologique ou écologique lui permettant d'appréhender la diversité biologique et les enjeux ou les modalités de sa conservation. L'environnement et les milieux de vie des animaux dans l'établissement doivent contribuer autant que possible à l'information du public sur les espèces exposées et leurs habitats naturels. Le présent article ne s'applique pas aux établissements ouverts au public dont l'activité principale consiste en la production d'animaux d'espèces non domestiques, notamment à des fins alimentaires.
Constats : NON CONFORME Les informations sont présentes mais doivent être réactualisées, des informations doivent être mises en place au niveau de la nurserie et de la zone des embruns- Absence d'Information complémentaire au public entre M5 et M6.-Absence de panneau information sur réchauffement climatique.-Absence d'Information complémentaire au niveau de la cascade. "cycle de l'eau"- Absence d'Informations complémentaires entre I6 et I7. (ex : cycle bio coquette (Labrus mixtus)) .- Absence de présentation des actions de conservation. Ces actions doivent être formalisées dans l'échéancier Un échéancier doit être présenté dans un délai de un mois .Cet échéancier doit formaliser les actions et missions du capacitaire en précisant, pour les points non conformes relevés dans le présent rapport, le délai de mise en conformité. Dans ce cadre, il a été convenu de répartir les actions entre novembre 2024 et juin 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les informations doivent être réactualisées et des informations doivent être mises en place au niveau de la nurserie et de la zone des embruns-Information complémentaire au public entre M5 et M6.-panneau information sur réchauffement climatique.-Information complémentaire au niveau de la cascade. "cycle de l'eau"-Informations complémentaires entre I6 et I7. (ex : cycle bio coquette (Labrus mixtus)) .-Présenter les actions de conservation Un échéancier doit être présenté dans un délai de un mois
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois